400 F CFA

www.journalintegration.com

Intégration

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

N° 304 du Lundi 11 Décembre 2017 - Directeur de publication : Thierry Ndong Owona

Plan Marshal de l'Europe pour l'Afrique

Mode d'emploi des 29 000 milliards de Fcfa d'investissement

- *Pleins feux sur le Plan d'investissement extérieur, ses mécanismes de financement, ses conditionnalités, ses bénéficiaires...*
- *En trois ans, Bruxelles ambitionne ainsi de trouver une réponse efficace aux causes profondes de la migration irrégulière.*
- *Lire notre dossier. Pages 6,7 et 8.*

Cameroun

Page 11

Les difficultés d'Eneo hypothèquent Nachtigal

- *La non - extension de la concession et l'insolvabilité de l'unique distributeur d'électricité compliquent la mobilisation des financements pour la construction du barrage hydroélectrique de Nachtigal, appelé à accroître de 32% les capacités de production du pays.*
- *Les principaux préteurs (BEI, SFI et Proparco) conditionnent leur engagement à la résolution de ces problèmes. Le closing financier du projet dans l'impasse.*

Crise anglophone

P. 4

Yaoundé fait feu de tout bois

Récepissé de déclaration n°010 / RDDP/ J12 /SAAJP *** Tél : +237 676 20 37 09 / 699 93 10 42

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT

Le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat organise

4è EDITION

JOURNEES NATIONALES DE LA PME

DU 19 AU 21 DECEMBRE 2017

Yaoundé, Palais des Congrès

Thème : **Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes, pour une croissance forte et inclusive**

UN EVENEMENT DU

MINPMEESA

Ministère des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Relations UA-UE : la leçon du roi chérifien

La rencontre bi-continentale d'Abidjan, tenue sur le thème «*Investir dans la jeunesse pour un avenir durable*», n'a pas échappé à l'environnement conjoncturel, fait d'actualité libyenne et d'idées reçues. Le discours sur la migration reste sur un construit idéologique et passionnel.

Les vagues migratoires provoquent davantage de réactions qu'elles ne font l'objet de débats constructifs. Les chiffres de l'Organisation internationale des migrations démontrent que la migration africaine n'est pas, de manière prédominante, intercontinentale. Elle est d'abord intra-africaine: sur 5 Africains qui se déplacent, 4 restent en Afrique. La migration irrégulière n'est pas majoritaire: elle ne correspond qu'à 20% de la migration internationale. La migration n'appauvrit pas les pays d'accueil: 85% des gains des migrants restent dans les pays d'accueil. Avec l'abolition sans cesse progressive des frontières, le 21ème siècle s'avère celui des grands brassages.

Il fut un temps où l'immigration était liée aux déplacements commerciaux, aux pèlerinages religieux, aux conflits ou aux pandémies. Dans notre histoire contemporaine, elle a pris une connotation négative, puisqu'elle est associée à la drogue et autres trafics, voire aux méfaits des changements climatiques.

Les relations entre l'Afrique et l'Europe ont de tout temps été marquées par les déplacements humains et les flux migratoires. Pour Mohamed VI, Roi du Maroc et leader des questions migratoires au sein de la conférence des chefs d'Etat de l'Union africaine (UA), «*peu capables ou peu désireux de saisir les causes profondes du phénomène migratoire, on le fige et on le généralise dans des représentations stéréotypées : à travers des images de déferlements de personnes sans travail et sans ressources, parfois aux profils douteux. On serait tenté d'en vouloir aux populations européennes qui appréhendent un tel afflux massif et le ressentent comme une menace. Cette crainte n'est malheureusement pas toujours infondée, ne nous voilons pas la face*».

Zacharie Roger Mbarga

Nouvel élan

«*L'heure est à l'action ! Nous pouvons agir. Mais nous ne pouvons pas tout faire, et surtout nous ne pouvons le faire seuls : la politique européenne en la matière devrait évoluer. Il n'est pas acceptable que, tant sur les bancs des écoles prestigieuses que dans les entreprises du continent, les meilleurs talents africains soient l'objet des convoitises européennes, au mépris de l'investissement de leur pays d'origine en termes de formation. L'hémorragie des cerveaux qui s'ensuit est déplorable. Il est indispensable que le dialogue courageux et responsable, entre les anciens pays colonisateurs et les anciens pays colonisés, demeure franc et direct*» pense Mohamed VI.

La solidarité entre l'Europe et l'Afrique s'articule non pas en un lien fondé sur une philanthropie univoque. Elle devrait relever d'une responsabilité et d'une dépendance réciproques. «*La logique d'assistanat verticale peut à présent céder le pas à un véritable partenariat transversal*» lance le chef du royaume chérifien. Dans cet esprit, le partenariat UE-Afrique doit évoluer vers un pacte bi-continental nouveau. Il s'agit, pour l'Afrique et pour l'Europe de faire face, de concert, aux défis incontournables, par une compétitivité partagée, une co-localisation des entreprises productives, une mobilité humaine régulée et des échanges culturels féconds.

«*Parallèlement, la conditionnalité de la dette doit être revue : les pays occidentaux attendent, en effet, que certains pays d'Afrique - indépendants depuis moins d'un demi-siècle - aient des performances politiques et économiques aussi positives et aussi importantes que les leurs, et leur imposent donc des conditions impossibles à respecter. Cette aberration est d'autant plus vive, que ces mêmes pays européens ont parfois, eux-mêmes, de grandes difficultés sur les plans financier et politique*» assène le Roi.

ENTREPRENARIAT HIGH-TECH

Israël donne une chance aux jeunes Mbororos

Augustin Tacham (Stagiaire)

Quatre promoteurs de start-up issus cette minorité ethnique viennent de participer à la 2ème édition du séminaire Israël-Cameroun sur les hautes technologies.

Depuis deux ans, l'ambassade d'Israël au Cameroun apporte son appui aux jeunes camerounais qui entreprennent dans les hautes technologies. De fait, la mission diplomatique organise chaque année un séminaire sur le l'entreprenariat en High Tech et l'innovation. La deuxième édition s'est tenue la semaine du 04 au 07 décembre à Yaoundé.

Pendant les quatre jours de rencontres, les jeunes camerounais sélectionnés ont reçu des communications des experts israéliens des technologies innovantes et sur les technologies de l'information et de la communication. Des responsables des banques prenant part aux travaux en ont profité pour présenter aux participants des mécanismes de financements des projets.

Cette année, l'attraction majeure est la présence parmi les cent jeunes promoteurs de start-up sélectionnés pour prendre part à la formation de quatre jeunes issus de la minorité Mbororo du Cameroun. Pour Amadou Jamo, président de Solidarité pour le développement des jeunes Mbororos (Sodejem), leur seule présence est déjà bénéfique : «*l'ambassadeur a dit être très content de voir des Mbororo dans une salle. C'est dire qu'il connait la situation sociale des Mbororos. D'ailleurs, je suis la preuve qu'il y a des efforts d'émancipation dans la communauté. De plus en plus, il y en a qui sont scolarisés chez nous. Je vais juste appeler mes frères à faire plus d'efforts dans ce sens. Je crois que notre exemple va inspirer beaucoup d'entre nous*».

Opportunités

Hamadou Moussa est un Mbororo de la région du Nord-ouest. Il voit déjà comment sa présence à ce séminaire peut transformer la pratique l'élevage dans sa communauté: «*chez nous c'est l'élevage des bovidés pour la survie quotidienne. Cet élevage centenaire va droit vers la précarité, car le bœuf se reproduit lentement. L'opportunité de formation et de rencontre que l'ambassade d'Israël nous offre ce jour me permettra d'initier la vente des produits dérivés de cet élevage et non pas toujours les bœufs*», déclare ce promoteur à la tête d'un groupe des jeunes ambitieux.

A propos du suivi, Sandrine Sonfack, Assistante en diplomatie publique à l'ambassade d'Israël au Cameroun révèle : «*Le rapprochement que nous permettons donne de la crédibilité aux Start-up camerounaises vis-à-vis de l'investisseur israélien qui est touché. Les participants seront enregistrés dans la base de données de l'Agence israélienne pour la coopération international au développement (Mashav), structure de l'ambassade qui joue le même rôle que la GIZ (pour l'Allemagne), l'AFD (pour la France). Mashav donne la possibilité de se former en Israël avec un financement allant 5.000 à 10.000 dollars US*».

LE CHIFFRE

183 MILLIONS DE DOLLARS US

Ce montant représente le budget du Plan stratégique du Programme alimentaire mondiale pour le Cameroun. Ce plan vise à soutenir 500 personnes dépendantes de l'aide alimentaires sur la période 2018 - 2020. Il sera mis en œuvre principalement dans la région de l'Est et les trois régions septentrionales où sont localisées les personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire. Au-delà des interventions d'urgence, la stratégie accorde une place importante à l'appui au relèvement précoce et au renforcement de la résilience à plus long terme. Il est aussi question de fournir au gouvernement camerounais une plateforme pour mieux prévenir, répondre et atténuer les crises humanitaires futures. Le grand défi est maintenant de mobiliser ce budget (qui représente plus de 100 milliards de francs CFA à la valeur du dollar au 10 décembre 2017) dans un contexte où les ressources se font rares et les besoins nombreux.

L'HOMME

GUY RYDER

Premier directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) à effectuer une visite de travail au Cameroun. Arrivé à Yaoundé le 07 décembre dernier, le natif de Liverpool en est reparti trois jours plus tard, après avoir été reçu en audience par le Premier ministre et plusieurs autres membres du gouvernement, dont le ministre du Travail et de la Sécurité sociale. Au cours de ces audiences, les autorités camerounaises ont exprimé leur volonté de renforcer la coopération avec le BIT. Un appui particulier a été sollicité sur la question du travail décent. Nul doute que celui qui «*s'est engagé à positionner l'OIT en tant qu'institution déterminée à traduire les principes en action est capable de faire la différence dans la vie des travailleurs sur tous les continents*» n'en demande pas plus. Guy Ryder a rejoint pour la première fois l'Organisation internationale du travail en 1998. Il a été élu directeur général de cette organisation en mai 2012. Il a entamé son deuxième mandat le 1er octobre dernier.

L'AGENDA

12 DÉCEMBRE 2017

Ouverture à Paris en France du sommet sur le climat. L'ambassadeur de France au Cameroun a remis en début de semaine dernière au président camerounais l'invitation du président français. Au cours de ce sommet, la France va tenter de remobiliser les troupes autour de l'accord de Paris sur le climat après le retrait unilatéral des Etats-Unis, l'un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre au monde.

16 DÉCEMBRE 2017

Jour de remise des prix aux meilleurs cinéastes dans le cadre de la 5ème édition des trophées du cinéma francophone sur le thème : «*Diffusion des films dans l'espace francophone : enjeux, défis et perspectives*». Depuis le 04 décembre dernier, des projections cinématographiques se déroulent dans les villes de Yaoundé, Douala et Limbé. Par ailleurs, des rencontres B2B sont prévues entre le public et les acteurs du cinéma.

14 DÉCEMBRE 2017

Clôture de la deuxième Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique. Baptisée Icc-casau II, la conférence qui débute le 12 décembre à Yaoundé aura pour thème principal «*Développement urbain intelligent : de l'action locale vers le global*».

CRISE ANGLOPHONE

Yaoundé fait feu de tout bois

Augustin Tacham (Stagiaire)

Moyens militaires, diplomatie…Pour réduire au silence la contestation dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, Paul Biya actionne tous les leviers.

Quelques jours après la déclaration de guerre du chef de l'Etat camerounais aux «*sécessionnistes*», le décompte macabre a commencé. Dans une déclaration sur la situation sécuritaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, datée du 8 décembre, le ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary, indique qu'entre le 5 et le 8 décembre, l'armée camerounaise a mené cinq actions contre les «*ennemis*». Deux actions ont consisté à «*la neutralisation d'un recruteur de jeunes*» et à l'arrestation d'un groupe «*de jeunes recrues*» au compte de la «*milice ambazonienne*». De même, cinq terroristes ont été tués alors qu'ils voulaient attaquer une caserne militaire à Mamfé. Le bilan du côté de l'armée fait état d'une dizaine de gendarmes blessés et d'un tué.

Le Haut-commissaire du Nigéria reçu en audience au Palais de l'Unité.

Alliance

Outre le combat sur le terrain, le chef de l'Etat Biya a intensifié les manœuvres diplomatiques. Reçu en audience au palais de l'unité, l'ambassadeur de France au Cameroun, Gilles Thibault, a dit devant la presse avoir abordé avec le chef de l'Etat, les questions relatives au climat sociopolitique qui règne dans les régions anglophones. Le diplomate français a souligné que leur entretien a aussi porté sur les solutions envisageables pour sortir de la crise, sans plus de précisions. Le lendemain, c'est le Haut-commissaire de la République fédérale du Nigéria au Cameroun qui a été reçu par Paul Biya. Porteur d'un pli fermé de son président, Lawan Abba Gashagara rassure le chef de l'Etat du Cameroun que son pays n'est ni de loin ni de près concerné par les mouvements insurrectionnels dans les régions anglophones. Le Haut-commissaire promet l'engagement de son pays à lutter contre ces mouvements sécessionnistes, en vertu des bonnes relations de voisinage. L'entente entre les gouvernements camerounais et nigérian, pour faire face aux mouvements insurrectionnels dans les deux pays, apparait comme une réponse à une autre alliance. Selon le journal nigérian New Telegraph, édition du 4 décembre 2017, la jeunesse des nations du Biafra aurait fait alliance avec «*la milice de l'Ambazonie*», au motif de défendre des «*frères*» de la tribu Ejgham. Le même journal affirme que des «*miliciens biafrais*» ont participé aux attaques du 28 au 29 novembre dernier dans la localité d'Agborken German, près de Mamfé dans le Sud-ouest. Ces attaques ont causé la mort de quatre gendarmes.

Entre deux feux

C'est désormais un climat d'incertitude qui règne au sein des populations des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. «*Après son discours, ici au marché, on se pose des questions sur l'impact que ces annonces peuvent avoir sur notre commerce. C'est tellement difficile de vendre nos produits, même en période de fêtes de fin d'année. Je ne sais pas s'il faudra encore rester ici à Bamenda avec ce commerce qui ne rapporte plus*», indique Charles est un commerçant dans la ville de Bamenda, joint au téléphone.

Un autre fonctionnaire de la région du Nord-ouest est ravi de vivre en paix: «*je dois dire franchement que le discours militaire du chef de l'Etat nous a, dans un premier temps, choqué parce que nous pensions qu'il pouvait attiser les représailles. Mais une semaine après, nous nous disons qu'il avait raison, puisque le calme règne, même sans déploiement supplémentaire des forces de l'ordre. Nous espérons qu'il en sera ainsi pour toujours*».

Tout le monde ne voit pas les choses de la même façon. Selon le Haut - Commissariat des réfugiés (HCR), de nouveaux demandeurs d'asile en provenance d'Akwaya, Otu, Eyumojock, Nsan, Dadi et Bodam dans le Sud-Ouest, sont arrivés dans l'Etat de Cross River au Sud du Nigéria le 4 décembre dernier. Il porte à 5277, le nombre de réfugiés camerounais déjà enregistrés par l'agence du HCR du Nigéria.

PROCESSUS ELECTORAL

Le jeu reste verrouillé

Augustin Tacham (Stagiaire)

Un panel internationalement constitué fait des propositions pour améliorer le code électoral au Cameroun.

Le panel en séance plénière.

Il faut plus de jeunes dans le processus électoral au Cameroun. C'est la principale recommandation d'un atelier sur le processus électoral au Cameroun, organisé du 6 au 7 décembre à Yaoundé par le Centre africain d'études internationales, diplomatiques, économiques et stratégiques (CEIDES) et la Kofi Annan Foundation (KAF). Avec pour thème «*Dialogue participatif sur élections au Cameroun : restitution du document de référence*», la rencontre s'inscrit dans la perspective des élections générales prévues au Cameroun en 2018. C'est que, à ce jour, la participation électorale des jeunes (environ 65% de la population en âge de voter) reste faible.

Mais ce n'est pas le seul grief formulé. Les participants à l'atelier indiquent aussi l'urgence de revoir le découpage électoral du pays. La structure actuelle de ce découpage est jugée peu compatible avec les principes de l'égalité de suffrage et de représentation. Le scrutin majoritaire à un tour à l'élection présidentielle est critiqué de donner une «*prime*» exorbitante aux groupes politiques majoritaires. L'inégalité des forces entre les partis politiques, en raison d'une disproportion des moyens, est favorisée par les déficiences du système de financement public des partis politiques et des campagnes. L'accès à l'éligibilité est problématique, à cause de l'exigence de cautions électorales dont les montants sont vus comme relativement rédhibitoires.

Pour améliorer le processus, le groupe de travail fait des recommandations, à la fois aux partis politiques, à la société civile, à Elecam (l'organe en charge de l'organisation des élections), aux médias et aux pouvoirs publics. A la lecture, Elecam et les pouvoirs publics ont beaucoup de réformes à entreprendre. Le rapport final des travaux demande à Elecam, de s'inspirer du Guide de bonnes pratiques pour améliorer la participation électorale des jeunes et de mettre en œuvre une stratégie spécifique orientée vers l'accroissement de la participation politiques des jeunes de moins de 25 ans, principale composante du corps électoral au Cameroun.

Réformes

Aux pouvoirs publics, les travaux recommandent d'engager un chantier de relecture du code électoral en vue d'en réorganiser la structure et d'en apprécier et compléter le dispositif, selon une approche participative impliquant la société civile et l'ensemble des partis politiques, conformément aux standards internationaux en matière de procédure démocratique. Précisément, il s'agit de l'élaboration d'un cadre juridique des élections tel qu'il résulte notamment des lignes directrices établies par le National Democratic Institute (NDI) dans son guide «*Promouvoir des cadres juridiques pour les élections démocratiques*».

Membre du panel, Pietro Lazzeri, l'ambassadeur de Suisse au Cameroun, fait savoir qu'«*il fallait avoir cette réunion avant les élections. Pour que les choses aillent dans la bonne direction, il faut une plus grande participation, une indépendance d'Elecam et très important aussi, avec plus d'inclusion de certaines catégories comme les femmes, les jeunes et les handicapés. Ces recommandations vont aboutir à une année électorale transparente. Je pense à l'inclusion des jeunes dans un pays où 50% de la population sont en deçà de 30 ans, il est important que les jeunes participent au processus électoral*».

LE CHIFFRE

1,7 MILLIARDS F CFA

Valeur du don chinois pour la construction du nouveau siège de l'Assemblée nationale. Un accord y relatif a été signé le 1er décembre dernier entre le vice-ministre chinois du commerce Yu Jianhnua et le ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Louis Paul Motaze. Cette signature arrive après un incendie qui a ravagé plusieurs étages du palais des verres le mois dernier. A en croire le vice-ministre chinois du commerce, les modalités concrètes d'utilisation de ces ressources feront l'objet des échanges entre les deux parties.

L'HOMME

PATRICE NGANANG

Depuis le 06 décembre, l'écrivain d'origine camerounaise est en garde à vue à la direction de la police judiciaire à Yaoundé. Il est poursuivi pour outrage au chef de l'Etat, menaces de mort, immigration clandestine, faux et usage de faux. Le 3 décembre dernier, l'auteur de l'ouvrage intitulé «*Temps de chien*» a publié sur sa page Facebook un texte qui menace «*de donner une balle exactement dans le front de Paul Biya*». Lors de son audition samedi dernier, l'enseignant de théorie littéraire de l'Université de New York a rejeté ces accusations. A ses yeux, les mots utilisés sur sa page Facebook ne seraient que des figures de styles et les accusations d'immigration clandestine et de faux et usage de faux, consécutives à son absence de visa, ne tiennent pas non plus la route, car s'il a un passeport américain, il a également des papiers camerounais. Le 5 décembre, l'écrivain a publié un carnet de route en zone anglophone sur le site de l'hebdomadaire Jeune Afrique, avec cette conclusion : «*Seul le changement au sommet de l'Etat pourra régler le conflit anglophone au Cameroun*». Ses proches font un lien entre ce texte et son arrestation.

L'AGENDA

18 DÉCEMBRE 2017

Ouverture annoncée de la deuxième conférence semestrielle des gouverneurs de régions. Les travaux auront pour cadre l'Hôtel de ville de Yaoundé. Ils se dérouleront sur le thème «*Autorités administratives, mutation des menaces sécuritaires, enjeux du vivre ensemble et perspectives de l'intégration sous - régionale*». Ils seront présidés par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, René Sadi.

19 DÉCEMBRE 2017

Début des journées nationales des PME (JNPME) au Palais des Congrès de Yaoundé. Le thème de cette 4e édition est «*Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes pour une croissance forte et inclusive*». Organisé par le ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie sociale et de l'Artisanat, les JNPME se veulent une plateforme de rencontres et d'échanges pour les dirigeants de PME ou TPE et l'ensemble des partenaires évoluant dans leur champ de développement.

Intégration

SUPPLEMENT AFRIQUE CENTRALE/ MAIN COURANTE

CIRCULATION

Haro sur la libre circulation en zone Cemac ?

Le Gabon s'inquiète pour le dispositif sécuritaire accompagnant la libre circulation au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Le chef de l'Etat gabonais Ali Bongo Ondimba a exprimé son inquiétude en ces mots: «*Oui à la libre circulation des personnes et oui à la sécurité également*». En visite en Guinée Equatoriale les 02 et 03 décembre dernier, le dirigeant gabonais a fortement plaidé pour une «*intégration sécurisée*», après la mesure de suppression de visa pour les Etats membres de la Cemac. Il argue à cet effet: «*les décisions prises ne doivent pas mettre en danger et en péril la stabilité de nos pays*».

Lors du sommet extraordinaire de N'djamena, les Etats de la Cemac, en vue d'accompagner la mise en œuvre de la liberté de séjour, ont décidé «*d'autoriser la Bdeac à prélever, sur les ressources du Fonds de développement de la Communauté (Fodec), le montant de 1,7 milliard de francs CFA pour le paiement du reliquat dû à Interpol au titre de la sécurisation des frontières de la Cemac. Elle [la conférence des chefs d'Etat de la Cémac] a également instruit la Commission de la Cemac de prendre toutes les dispositions pour la création des postes sécurisés aux frontières, afin de réserver le bénéfice exclusif de la libre circulation aux ressortissants de la Communauté. En outre, la Conférence a exhorté les Etats membres, qui n'ont pas encore produit leur passeport Cemac, à le faire dans les meilleurs délais*». C'est dire que la sécurisation des frontières et le contrôle des flux de mouvement est une préoccupation communément partagée.

La Cemac dispose, depuis janvier 2004, d'un accord d'extradition et d'un accord de coopération judiciaire. La déclaration du président gabonais, qui semble ne pas être partagée par son homologue hôte, illustre bien les inquiétudes qui continuent de retarder la mise en place d'une libre-circulation optimale dans la zone Cemac. Le 29 juin 2005, les Etats de la Cemac avaient dessiné les contours de la libre circulation intégrale et optimale. Plus de douze années plus tard, ni le passeport Cemac, ni les conditions d'établissement, encore moin la liberté de service ne sont ancrés.

ZRM

INDICATEURS

Monnaie électronique: les transactions en hausse de près 300% dans la Cemac

Dans son rapport sur l'«*état des systèmes de paiements par monnaie électronique dans la Cemac 2011-2016*», la Banque des Etats d'Afrique centrale (Beac) révèle qu'en décembre 2016, les transactions de monnaie électronique dans la Cemac s'élevaient à un peu plus de 1 631, 7 milliards de francs CFA. En décembre 2015, ces mêmes transactions se situaient à 574, 3 milliards, soit une progression annuelle de plus de 284%.

Le rapport indique que 97 836 317 transactions ont été effectuées en 2016 pour 12 652 965 utilisateurs la même année. De manière concrète, les interactions monétaires électroniques s'articulent en recharges (735 160 735 601 francs CFA), transfert d'argent (305 215 677 038 francs CFA), retraits automatiques (29 139 734 519 francs CFA), retraits au guichet (441 116 707 997 francs CFA), paiements (121 071 529 512 francs CFA).

Dans ce package, le mobile money représente 94% de sa valeur. Soit 1 533,14 milliards franc CFA. Le leadership est partagé entre le Cameroun et le Gabon. Ces deux pays représentent 90% de l'activité, soit respectivement 49% et 41%.

Tableau des transactions en nombre et valeurs

	2014		2015		2016	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Cameroun	6 719 224	76 058 076 070	14 272 620	212 892 284 148	49 831 982	887 783 935 214
Congo	749 483	39 165 145 868	1 236 449	42 539 348 754	2 409 726	53 488 658 188
Gabon	6 159 127	223 871 826 061	15 583 701	232 069 704 293	36 458 336	596 494 301 120
RCA					14 218	1 073 567 837
Tchad	6 680 468	56 955 434 560	9 785 215	86 818 763 683	9 122 055	92 863 922 307
Total	20 308 302	396 050 482 559	40 877 985	574 320 100 877	97 836 317	1 631 704 384 667

Source : Rapport BEAC.

la Guinée Equatoriale n'est pas classée, car il n'y a pas d'établissement autorisé à émettre de la monnaie électronique en Guinée Equatoriale.

ZRM

THERMOMÈTRE

Les forêts à la merci des chantiers infrastructurels

La coupe sauvage du bois en forêt, un véritable fléau.

Le couvert forestier de l'Afrique centrale est grandement menacé par la dynamique des grands projets d'investissement. Essentiellement non-forestiers, ces grands projets ont causé en dix ans la disparition de plus de 10 millions d'hectares de forêts dans la région, selon l'étude intitulée : «*Analyses des conversions des forêts par les grands investissements en Afrique centrale*». Une étude réalisée par quatre organisations non gouvermentales de la région. Il s'agit du Centre pour l'environnement et le développement (Ced) au Cameroun, l'Observatoire congolais des droits de l'Homme (Ocdh) au Congo, Brainforest au Gabon et la Maison de l'enfant et de la femme pygmée (Mefp) en République Centrafricaine. Deuxième plus grand massif forestier au monde après l'Amazonie, les forêts d'Afrique centrale sont une source d'approvisionnement en biens et services pour les communautés locales ou les peuples autochtones qui en dépendent pour leur survie. Très riches en ressources naturelles variées, elles font l'objet depuis toujours de nombreuses convoitises d'acteurs tant nationaux qu'internationaux. Elles subissent d'importantes pressions exogènes et endogènes, véritables entraves à leur gestion durable. Les grands investissements non forestiers, en l'occurrence l'exploitation minière, les plantations agro-industrielles et les infrastructures (routes, chemin de fer, barrages, etc.) font également partie des procédés qui entravent la gestion durable des forêts.

Il serait donc judicieux, de l'avis des auteurs du rapport d'étude : de renforcer les instruments légaux de conversion forestière, notamment les Accords de partenariat volontaire (APV) ; d'encourager l'attribution objective et juste des terres stimulant le développement de l'aménagement du territoire dans le pays; d'inviter et d'accompagner les Etats à une gestion intégrée, optimale et avant-gardiste de leur parc forestier ; de faire respecter aux investisseurs leurs engagements contractuels envers la palette de bénéficiaires ; de veiller à la prise en compte des droits et intérêts des communautés locales et peuples autochtones…

ZRM

MARCHÉS FINANCIERS

Système financier : la Beac recommande la vigilance

Lors des dernières assises du Comité de stabilité financière en Afrique centrale (CSF-AC), tenues le 21 novembre dernier au siège de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) à Yaoundé, une photographie de l'état des lieux du secteur financier a été faite. Au premier semestre 2017, «*en dépit d'un environnement économique, monétaire et financier peu favorable, les différentes composantes du système financier sous-régional ont fait preuve de résilience grâce aux efforts combinés des Etats membres, de la banque centrale, de la Commission de la Cemac, des superviseurs et des régulateurs*», rassure cette instance présidée par Abbas Mahamat Tolli, gouverneur de la Beac. Analysant les risques et vulnérabilités pesant sur le système financier sous-régional, «*le Comité a constaté que nombre de défis relevés sont liés à l'évolution du cadre macroéconomique*». En effet, explique CSF-AC, «*ce dernier continue de subir les effets défavorables de la faiblesse des cours des matières premières, avec pour conséquence la persistance de difficultés financières pour les différentes contreparties du système financier, en particulier les Etats membres*». D'autant plus que la baisse des recettes pétrolières, représentant entre 25 et 85% des recettes publiques des pays de la Cemac (exception faite de la République Centrafricaine), continue de peser sur ces derniers. Dans ce contexte, «*le Comité a souligné l'importance d'une vigilance accrue de tous les acteurs*».

Si les initiatives prises par les Etats de la Cemac en vue de consolider les finances publiques sont à encourager, le CSF-AC a prescrit une matrice d'actions spécifiques dans le sillage des différentes actions engagées. L'unification du marché financier sous-régional est, selon lui, une opportunité efficiente à capitaliser. Aucune projection sur l'état du secteur financier sous-régional n'a été donnée au sortir de ces assises.

Identifié comme risque de (re)chute de premier niveau, le secteur financier est très étroitement scruté par le Fonds Monétaire International. L'une des épines demeurant l'amélioration du respect des règles prudentielles relatives aux principaux risques bancaires. Notamment les prêts entre parties liées, la concentration des risques, les règles d'honorabilité professionnelle des administrateurs de banque, le provisionnement des créances improductives, la modération du risque lié à l'exposition vis-à-vis des Etats membres de la Cemac.

ZRM

Les décisions prises lors du cinquième sommet Union africaine (UA) - Union européenne (UE) tenu les 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan en Côte d'Ivoire sont déjà implémentées. L'UA, l'UE et le groupe de travail mixte des Nations unies viennent d'adopter une feuille de route pour l'évacuation par voie aérienne des migrants séquestrés en Libye. Dans la foulée de la lutte contre les migrations irrégulières, il y a le lancement du plan d'investissement extérieur (PIE) de l'UE. Doter d'un budget de 4,1 milliards d'euros (près de 2700 milliards de francs CFA), le PIE aspire à encourager l'investissement en Afrique et dans les pays voisins de l'UE. L'objectif est de mobiliser 44 milliards d'euros (près de 29.000 milliards de francs CFA) d'investissement d'ici 2020. Le but ultime est de créer de nouvelles possibilités d'emploi pour les jeunes sur l'ensemble du continent africain. Dans ce dossier, le journal Intégration vous présente les contours de ce plan. Il explore aussi l'avenir des relations entre l'Afrique et l'Europe après l'accord de Cotonou. Cet accord qui encadre la coopération entre les deux parties arrive à échéance en juin 2020.

INVESTISSEMENT

L'ambitieux plan de l'Union européenne pour l'Afrique

Zacharie Roger Mbarga

En trois ans, Bruxelles ambitionne d'attirer sur le continent africain des milliers de milliards de francs CFA d'investissement. Objectif : attaquer les causes profondes de la migration irrégulière.

Photo de famille des chefs d'Etat et de gouvernement au sommet Europe-Afrique d'Abidjan.

Il ne suscite pas autant de commentaires que la déclaration commune sur la situation des migrants en Libye. Mais le nouveau plan d'investissement extérieur (PIE) de l'Union européenne (UE) fait partie des grandes annonces du 5ème sommet Union africaine (UA) - UE du 29 - 30 novembre dernier à Abidjan en Côte d'Ivoire. De la présentation faite aux chefs d'Etat africains, on retient qu'avec le PIE, les 27 Etats membres de l'UE ambitionnent de mobiliser pour le continent et certains pays au voisinage de l'UE, 44 milliards d'euros (près de 29.000 milliards de francs CFA) d'investissement en trois ans (2018-2020). En stimulant l'investissement public et privé, l'UE espère «*venir à bout des obstacles à la croissance dans nos pays partenaires, créer de nouvelles possibilités d'emploi pour les jeunes sur l'ensemble du continent africain*» et partant, lutter contre le chômage, l'une des causes profondes de la migration irrégulière.

Nouvelle approche

Lors du sommet et des forums organisés en marge des travaux, il est apparu qu'investir dans la création d'emplois pour les jeunes est une priorité absolue pour l'Afrique comme pour l'UE. En effet, 60 % de la population africaine a moins de 25 ans. Le sixième forum d'affaires UE - Afrique, qui a rassemblé le 27 novembre 2017 au Palais de la culture d'Abidjan les représentants des secteurs public et privé des deux continents sur «*la création d'emplois pour les jeunes*», a montré l'ampleur de la tâche: «*Le chômage des jeunes constitue une question de développement pressante pour l'Europe et l'Afrique : d'ici à 2050, la population des jeunes du continent africain devrait doubler, mais pour les 10 à 12 millions de personnes qui, selon les estimations, intègrent le marché du travail chaque année, seuls 3 millions d'emplois dans l'économie formelle seront créés*», lit-on dans le rapport dressé à l'issue de cette rencontre.

Ensemble, l'UE et ses Etats membres sont les premiers donateurs mondiaux d'aide au développement. Ils ont fourni pour 75 milliards d'euros d'aide en 2016, soit près de 60% de l'aide totale. Mais avec le temps, les 27 se sont rendus compte que «*l'aide traditionnelle au développement ne peut à elle seule relever le défi de parvenir à un développement durable. Elle doit être complétée par d'autres instruments pour mieux utiliser et optimiser les fonds publics de plus en plus limités*».

Compétition

A travers le PIE, l'Union européenne veut donner l'exemple en développant des partenariats plus efficaces, allant au-delà de l'aide traditionnelle au développement. Comment les 4,1 milliards d'euros (près de 2700 milliards de francs CFA) de la Commission européenne seront-ils utilisés ? Concrètement, cet argent servira par exemple de garantie auprès des banques, pour qu'elles financent les PME. Une partie de l'argent servira aussi à apporter l'assistance technique (Conseils, tutorat…) à ceux qui entreprennent sur le continent, de préférence dans les énergies renouvelables et la connectivité, l'agriculture, l'agro-industrie et le numérique.

Mais tous les pays ne bénéficieront pas du même volume de financements. Car le PIE est soumis au principe de la concurrence, avec des ressources limitées par rapport aux besoins globaux de l'Afrique. Les premiers venus avec des projets respectant les critères de bancarisation seront les premiers servis. Les Etats africains devraient donc prévoir un accompagnement étroit du secteur privé dans l'ensemble du processus. Une opportunité pour le programme de promotion des champions nationaux que met par exemple en place en ce moment un pays comme le Cameroun.

TRAITE DES MIGRANTS EN LIBYE

LA RÉPONSE UA - UE EST LANCÉE !

L'action commune contre ce fléau, issue de la rencontre bi-continentale de d'Abidjan, est déjà à son opérationnalisation.

L'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE) et le groupe de travail mixte des Nations unies viennent d'adopter une feuille de route pour l'évacuation par voie aérienne des migrants détenus en Libye. Elle s'étendra sur une période de six mois. Pour l'heure, 20.000 migrants identifiés dans des centres de détention contrôlés par le gouvernement seront évacués par pont aérien dans six semaines. Concernant des actions concrètes, le 6 décembre dernier, 500 migrants nigériens rapatriés de Libye sont arrivés à Niamey avec le concours de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Par la suite, le 8 décembre, le Maroc a ramené au bercail 235 de ses ressortissants, qui ont été par la suite transportés dans leurs villes d'origine. La liste des rapatriements des migrants n'est pas exhaustive. Nous sommes bien-là dans la matérialisation de l'une des trois décisions contenues dans la déclaration commune sur la situation des migrants en Libye. Cette déclaration commune, rendue publique à l'issue du 5ème sommet UA-UE, porte sur la mise en branle d'une opération d'évacuation d'urgence des migrants et l'institution d'une commission d'enquête de l'Union africaine. La création d'un groupe de travail (Task Force) UA-UE de police et de renseignement chargée de démanteler les réseaux de trafiquants ou de passeurs et l'institution d'une commission d'enquête de l'Union africaine ne devraient pas tarder à suivre.

ZRM

ILS ONT DIT

Federica Mogherini, vice-présidente de la Commission européenne

«C'EST LE PLAN DONT L'AFRIQUE A BESOIN»

Moins de 10 pour cent des investissements directs étrangers en Afrique sont réalisés dans des régions fragiles, alors que ce sont elles qui en ont le plus besoin. Nous voulons faire de notre Plan d'investissement extérieur le puissant moteur d'une croissance plus inclusive et durable, pour créer une énergie verte, donner de nouvelles possibilités aux entrepreneurs, également dans l'Union européenne, aux jeunes et aux femmes pour les rendre autonomes. C'est le plan dont l'Afrique a besoin; il répond aux demandes de nos partenaires africains et exprime tout le potentiel du partenariat européen.

Neven Mimica, commissaire chargé de la coopération internationale et du développement

«UNE NOUVELLE APPROCHE POUR ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ»

Notre Plan d'investissement extérieur instaure une nouvelle approche pour éradiquer la pauvreté et parvenir à un développement inclusif et durable. En faisant appel notamment au financement privé, notre contribution de 4,1 milliards d'euros mobilisera jusqu'à 44 milliards d'euros d'investissement qui ne seraient pas réalisés autrement. Il revient maintenant à tous les acteurs clés du secteur privé en Europe et dans nos pays partenaires d'unir leurs efforts aux nôtres pour instaurer une croissance durable et créer des emplois décents au bénéfice de tous.

Johannes Hahn, commissaire pour la politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement

«DE NOUVELLES POSSIBILITÉS COMMERCIALES AUX ENTREPRISES DE L'UE»

L'Europe doit faire face à de nombreux défis, tant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'extérieur, qui devraient s'amplifier dans le futur avec l'intensification de la pression démographique, de la mobilité, des conséquences du changement climatique et à cause des conflits régionaux en cours. Elle a tout intérêt à ce que nous œuvrions tous en faveur d'une croissance économique durable et équilibrée dans nos pays partenaires. La participation du secteur privé et l'instauration de l'environnement le plus propice à son épanouissement étaieront ces efforts. En stimulant la croissance durable chez nos partenaires d'Europe et d'Afrique, nous offrons également de nouvelles possibilités commerciales et d'investissement aux entreprises et investisseurs de l'UE.

Plan d'investissement extérieur en cinq questions

JEAN-CLAUDE JUNCKER

« Les entreprises sont invitées à prendre contact avec les institutions financières qui gèrent les volets d'investissement »

Pour une meilleure compréhension du Plan d'investissement extérieur de l'UE, la Commission européenne, présidée par le Jean-Claude Juncker, a préparé des réponses aux cinq principales questions qui se posent autour de ce projet.

Comment fonctionne le Plan d'investissement extérieur (PIE)?

Le Plan d'investissement extérieur fera appel à des investisseurs privés, lorsque des propositions commerciales viables répondent à des besoins sociaux, et lorsqu'une quantité limitée de fonds publics peut attirer des fonds privés.

Le PIE constitue un nouvel instrument intégré qui repose sur trois piliers interdépendants. Afin de favoriser le développement durable, le premier pilier comprendra la mise en place d'une nouvelle génération d'instruments financiers tels que des garanties, des instruments de partage des risques, ainsi que la combinaison de subventions et de prêts. L'Union européenne contribuera ainsi à augmenter l'impact de chaque euro dépensé par les contribuables. Le deuxième pilier comportera une assistance technique plus importante, ce qui aidera les bénéficiaires à accélérer le développement d'entreprises et de projets financièrement viables, prêts à être soutenus par les nouveaux instruments financiers. Dans le cadre du troisième pilier, l'UE renforcera son dialogue avec les pays partenaires, conjugué à un dialogue structuré avec le secteur privé en vue d'améliorer le climat d'investissement et l'environnement des entreprises dans les pays partenaires respectifs.

L'approche novatrice et globale du PIE s'appuie sur les instruments de financement mixte de la Commission, réunissant les enseignements tirés de dix années d'activités de financement mixte.

Le plan d'investissement extérieur, auquel la Commission européenne contribue à hauteur de 4,1 milliards d'euros, devrait permettre de mobiliser plus de 44 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2020.

Qui peut demander à bénéficier d'une garantie dans le cadre du PIE, auprès de quels pays et comment une entreprise peut-elle présenter un projet à titre individuel?

Le financement direct de la Commission ne peut être effectué qu'en faveur des institutions financières éligibles ayant fait l'objet d'une évaluation par la Commission (BEI, BERD, AFD, KFW, etc.)

Les entreprises sont invitées à prendre contact avec les institutions financières qui gèrent les volets d'investissement, à s'informer au sujet des instruments disponibles pour leur projet ou à indiquer si elles envisagent d'investir. Tous les projets devront être centrés sur le développement durable dans les deux régions visées par le PIE/l'EFSD: le voisinage de l'UE et l'Afrique.

Un portail web et un secrétariat dédiés au PIE seront opérationnels dès le début de la mise en œuvre et un «guichet unique» sera prévu pour tous ceux qui souhaitent collaborer au PIE. Cela signifie que les entreprises pourront également demander l'accès à un financement et à une garantie pour un projet d'investissement directement auprès du secrétariat du PIE, qui les mettra en contact avec une institution financière éligible, laquelle évaluera, développera et financera le projet de sorte qu'il puisse bénéficier de la garantie.

Dans l'hypothèse où le projet ne pourrait bénéficier du soutien de l'EFSD, le secrétariat soumettra à l'entreprise en question une liste d'institutions financières compétentes dans la région concernée.

Comment les entreprises d'Afrique et des pays du voisinage peuvent-elles en bénéficier? Comment les entreprises européennes peuvent-elles en bénéficier?

Le soutien de l'EFSD sera mis en œuvre par l'intermédiaire d'institutions financières partenaires telles que la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et les institutions financières européennes bilatérales.

La Commission européenne envisagera la conclusion de partenariats «par projets» avec des acteurs du secteur privé en Europe et dans les pays partenaires. Une plus grande visibilité des possibilités d'investissement en dehors de l'UE, en coopération avec les pays partenaires, sera également bénéfique aux acteurs tant en Europe que dans les pays partenaires.

Davantage d'investissements seront combinés à une action ciblée pour améliorer l'environnement des entreprises et le climat des investissements dans les pays partenaires ainsi qu'à une assistance technique accrue. Cela donnera naissance à une situation où chacun trouvera son compte, que ce soit le secteur privé local, qui deviendra plus actif, ou les entreprises de l'UE qui souhaitent développer leurs activités en direction des pays en développement et des pays du voisinage.

Une interaction directe avec les entreprises et leurs associations sera également recherchée au travers d'un dialogue pour encourager une plus grande participation du secteur privé et des solutions fondées sur le marché dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire durables, de l'énergie durable, des infrastructures et du secteur social.

Quels types de projets seront financés dans le cadre du PIE? Pouvez-vous donner des exemples?

La garantie EFSD peut couvrir des risques spécifiques inhérents à des projets d'investissement et ainsi encourager la participation des investisseurs. Par exemple, dans le cas des projets d'énergie renouvelable, la garantie EFSD peut contribuer à atténuer les problèmes de liquidités à court terme et, de ce fait, encourager les investisseurs à y participer.

Un exemple de réussite d'un projet précédemment soutenu par la Commission dans le secteur de l'énergie est l'initiative de financement de l'électrification (ElectriFI). En remédiant à l'absence d'accès au capital d'amorçage et aux capitaux à moyen et à long terme, le projet vise à aider les populations vivant dans des zones rurales mal desservies à accéder à des services électriques et énergétiques durables, fiables et abordables.

Un projet similaire dans le secteur des petites et moyennes entreprises est le fonds SANAD, qui fournit un financement par l'emprunt ou sur fonds propres aux institutions financières partenaires au niveau local, lesquelles redistribuent les prêts à des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises, contribuant ainsi à leur croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Étant donné que ces entreprises représentent 60 % du PIB et 70 % de l'emploi, elles sont essentielles pour le dynamisme de l'économie et du marché du travail. Le fonds SANAD fournit des instruments financiers tels que des prêts, des dettes subordonnées, des garanties et des capitaux propres aux institutions financières qui sont ses partenaires au niveau local, mais il ne se borne pas à apporter une assistance financière. Il existe en outre une facilité d'assistance technique, cofinancée par l'UE à hauteur de 2 millions d'euros, qui vise à soutenir les initiatives de financement privé et à renforcer leurs capacités, autrement dit à accroître la viabilité de l'approche dans son ensemble.

L'initiative Boost Africa reposera sur le recours à des instruments d'investissement mixtes, une assistance technique et la formation des entrepreneurs en vue d'attirer les investisseurs et de mettre en place une infrastructure entrepreneuriale efficace en optimisant le soutien aux micro-entreprises et aux petites et moyennes entreprises au stade le plus précoce et le plus risqué de leur développement.

Le projet EURIZ aidera les micro- entreprises et les petites et moyennes entreprises délaissées financièrement (secteur vert, agriculture, entreprises gérées par des femmes, jeunes pousses et autres) à obtenir des prêts pour se développer et créer des emplois durables, en leur fournissant des garanties.

La Commission européenne s'appuiera sur ces exemples positifs de projets réalisés avec le soutien du PIE pour les reproduire. Les projets menés dans le cadre du PIE seront centrés sur des domaines clés identifiés comme essentiels en termes de création d'emplois décents et durables, de développement des économies des pays partenaires et d'intégration de ces économies dans l'économie mondiale. À titre d'exemples de ces domaines, citons notamment les énergies renouvelables, les projets de lutte contre le changement climatique et le soutien des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises locales. D'autres domaines tels que l'agriculture pourraient également être concernés.

Comment ferez-vous pour garantir que cela se traduira en définitive par une croissance durable et des emplois décents?

La Commission européenne suivra de près les progrès du Plan d'investissement extérieur et rendra compte annuellement au Parlement européen et au Conseil des opérations de financement et d'investissement couvertes par le PIE. Un rapport sera également présenté au public afin de permettre à toutes les parties intéressées, y compris la société civile, d'exprimer leur avis.

Conformément aux politiques de l'UE en matière de transparence, les contreparties éligibles publieront pro activement et systématiquement sur leurs sites web les informations relatives à toutes les opérations de financement et d'investissement couvertes par le PIE, en tenant compte de la protection des données confidentielles et commercialement sensibles. Sur son site web, ainsi que sur sa page web consacrée au PIE et par tout autre moyen, la Commission communiquera aussi bien avec les citoyens qu'avec les parties intéressées, en publiant des informations sur les aspects essentiels de ses activités.

Post 2020

L'UE propose un partenariat régional à l'Afrique

Zacharie Roger Mbarga

Avec l'expiration de l'Accord de Cotonou en juin 2020, les relations entre l'Union européenne, les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) se cherchent d'ores et déjà un nouveau bail avec des rounds de négociations dès septembre 2018.

Quelle relation entre l'Afrique et l'Union européenne après l'Accord de Cotonou? Même si la question n'était pas officiellement à l'ordre du jour du cinquième sommet Union africaine (UA) - Union européenne (UE), elle est déjà dans tous les esprits. L'Accord de Cotonou conclu en 2000 régit actuellement les relations entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Mais il arrive à expiration en 2020. En Afrique, aucune orientation officielle relative à cette question pour l'instant.

Le groupe ACP, à travers sa nouvelle vision rendue publique en mars 2016, appelle à «*réagir de façon anticipative aux évolutions du contexte mondial en vue de s'y adapter, de maintenir sa pertinence et de répondre aux besoins de ses Etats membres et des parties prenantes*». Auparavent, précisément dans la déclaration de Sipopo adoptée au terme du 7e sommet des chefs d'État et de gouvernement ACP tenu à Malabo, en Guinée équatoriale, en décembre 2012, le groupe a affirmé qu'il y a encore une place et des perspectives pour un véritable partenariat ACP-UE post 2020, capable d'apporter une contribution et une réponse concrète et efficace aux objectifs de l'agenda 2030.

Forum d'affaires en marge des travaux du sommet Europe-Afrique d'Abidjan.

Compromis

Côté européen, «*une refonte en profondeur des structures actuelles du partenariat ACP-UE s'impose pour assurer la primauté des dynamiques régionales*». A en croire l'UE, la coopération deviendrait plus régionale du fait «*de la différenciation des tendances économiques, politiques et sociales entre les pays à revenus intermédiaires en plein essor et les États fragiles et les moins développés*». «*Il n'y a plus de Sud homogène partageant les mêmes intérêts communs, et les alliances au niveau mondial ne sont plus basées sur les mêmes considérations qu'en période de Guerre Froide*» affirme la direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO) et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Mais, en guise de compromis, l'UE propose le scénario de l'accord-cadre. Dans cette nouvelle configuration, les relations UE-ACP prendraient la forme d'un seul et unique accord juridiquement contraignant avec les pays partenaires concernés, autour de quelques grands axes: un cadre qui s'appliquerait à l'UE et à tous les pays ACP, trois partenariats régionaux distincts (Afrique-UE, Caraïbes-UE, Pacifique-UE), une extension au-delà des pays ACP, une architecture institutionnelle flexible et à plusieurs niveaux et de nouveaux moyens de mise en œuvre.

Avec cette approche, estime-t-on à DG DEVCO, la préservation du cadre global ACP-UE «*évite le coût d'abandon de l'actuel partenariat avec le groupe ACP et sauvegarde les acquis de l'Accord de partenariat de Cotonou*». Par ailleurs, il est davantage question de l'approfondissement de la régionalisation, qui consiste à «*aligner l'action extérieure de l'UE sur les dynamiques de terrain en Afrique et ainsi améliorer sa cohérence et son efficacité globales*». Mais dans les milieux diplomatiques sur le continent, certains estiment que le scénario de l'Accord-cadre «*n'opère pas de choix politique clair et cohérent*». Il serait plutôt une réforme ambiguë qui d'un côté, tente effectivement de moderniser l'action extérieure de l'UE avec l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, d'approfondir les relations politiques régionales et de poursuivre l'intérêt mutuel, mais qui dans le même temps appuie sur la pédale de frein en se repliant sur un cadre ACP-UE postcolonial.

Défis

Certains changements de politique au sein de l'UE pointent la nécessité pour le Groupe ACP de reconnaître qu'il convient de modifier les accords de coopération unissant les deux parties. Selon de nombreuses personnes interrogées, les stratégies séparées de l'UE pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique -bien qu'approuvées ultérieurement par les régions Afrique et Caraïbes- et les Accords de partenariat économique sont susceptibles de miner la solidarité du groupe ACP.

De plus, l'élargissement de l'UE, les changements institutionnels apportés par le Traité de Lisbonne, les impacts de la récession mondiale, la crise financière et la crise de la zone Euro conduisent à des politiques communautaires plus centrées sur elles-mêmes. Les grandes communications politiques récentes, telles que le «*Programme pour le changement*» et «*Le commerce pour tous*», qui visent apparemment à renforcer l'impact de l'aide européenne au développement, pourraient également avoir des répercussions directes sur un certain nombre d'États ACP, en particulier ceux classés dans les catégories des revenus moyens et supérieurs.

Depuis 2008, la Commission européenne a conclu des Accords de libre-échange (ALE) avec neuf pays non-ACP et est actuellement engagée dans des ALE et d'autres négociations commerciales avec vingt autres pays et deux blocs régionaux. En outre, elle mène des négociations commerciales avec des partenaires commerciaux de premier plan tels que le Canada, le Japon, le Mercosur (communauté économique qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela) et les États-Unis. Les méga-accords commerciaux régionaux en cours de négociation avec les États-Unis et le Canada envisagent couvrir un plus large éventail de disciplines commerciales, assorties d'engagements plus ambitieux que jamais vu auparavant. Ces nouveaux méga-ACR établiront vraisemblablement un précédent pour les futures relations du Groupe ACP avec ces partenaires potentiels.

PRIORITÉ À L'INVESTISSEMENT ET AU COMMERCE

En vue de contribuer à l'atteinte des objectifs du développement durable à l'horizon 2030, l'Union européenne (UE) a adopté en juin dernier le nouveau Consensus européen pour le développement. Ce document, cadre stratégique en matière de politique de développement menée par l'UE et ses États membres, exprime clairement la volonté des 27 pays membres de l'UE de voir le commerce et l'investissement prendre beaucoup plus de place dans sa relation avec les Etats ACP.

Cette vision se matérialise déjà dans son Plan d'investissement extérieur (PIE). Le PIE accorde en effet de l'importance aux instruments financiers qui utilisent l'aide publique au développement pour attirer l'investissement privé tel que le blending (mixage prêt/don). «*Le but est de créer une croissance durable au profit des personnes les plus pauvres*», postule l'UE.

Les priorités du nouveau Consensus pour le développement sont alignées avec les ODD auxquels nombre de pays d'Afrique ont souscrit dans le cadre du programme Horizon 2030. Pour tirer meilleur profit de cette mutation, les Etats du continent devraient davantage s'approprier les principes de cette orientation politique et des mécanismes qui l'entourent. Ils doivent aussi améliorer la coordination et le suivi du partenariat avec l'UE et ses Etats membres.

A O

LE NŒUD MIGRATOIRE

La question migratoire a tout le temps été au cœur des relations entre Européens et Africains. Autant, au début des années 70, de jeunes maghrébins se rendaient en Europe pour les vendanges ou pour aider dans les champs, autant les subsahariens africains ont contribué grandement à la reconstruction de l'Europe d'après-guerre. Il en est de même de ces cohortes de chercheurs et d'investisseurs européens ou asiatiques qui envahissent un peu plus le continent noir tous les jours. Les jeunes africains, eux aussi, intègrent les plus prestigieuses écoles de formations européennes et les plus grandes entreprises du vieux continent par la suite. D'aucuns finissent par être naturalisés. Le programme européen de mobilité estudiantine Erasmus est un indicateur de choix de la valeur ajouté intellectuelle africaine en Europe. Comment ne pas mentionner ces africains qui intègrent de plus en plus les sociétés savantes européennes (Académie française, académie des sciences).

Il est plus qu'urgent de se donner de nouvelles grilles de compréhension et de réponse au phénomène de migration irrégulière. Les instruments politiques de réponse aux mouvements importants de réfugiés et de migrants sont légion. Ils encouragent la promotion d'approche positive, constructive et multidimensionnelle de la migration qui se déroule de manière sûre, ordonnée et régulière. On peut évoquer à l'échelle internationale, la Déclaration des Nations unies pour les réfugiés et les migrants 2016, le Plan d'action conjoint (UE-UA) de La Valette, le Processus de Rabat et Khartoum et l'Initiative de la Corne de l'Afrique sur le trafic humain et le trafic de migrants. Il y a des synergies à imbriquer à l'ensemble de ces plans dispositifs. Il serait intéressant de dynamiser un Programme conjoint de migration de main-d'œuvre qui régulariserait la mobilité des entrepreneurs, des étudiants et chercheurs.

Toutefois, les réponses devraient être aussi profondes que les causes. La misère et la pauvreté demeurent les facteurs structurels des déplacements. La guerre et les changements climatiques, facteurs tout aussi importants, ont généralement pour fondement la misère consécutive aux disputes de richesses. Ainsi, dans un esprit de partenariat authentique et de responsabilité partagée, dans le plein respect des droits nationaux, du droit international et des obligations des droits de l'homme, il est urgent de lier les potentiels de développement d'Afrique et d'Europe. L'interdépendance de valeurs issue de la mise en place des chaines d'entreprises eurafricaines serait une bonne voie. Créer des circuits de production liant les deux continents permettraient de créer les conditions d'ailleurs ici sur le continent. Ces emplois et qualifications recherchés auraient donc réponses sur place.

ZRM

FIAC FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA

ACTION SPÉCIALE POUR UNE PARTICIPATION À LA 1ÈRE ÉDITION DE LA FIAC

- La Foire Internationale des Affaires et du Commerce de Douala (FIAC) est une nouvelle manifestation qui sera périodique toutes les années paires.

- C'est un nouvel outil promotionnel pour booster les activités commerciales aux plans national, régional et international.

Jusqu'au 31 janvier 2018, tous ceux qui désirent rencontrer le Président de la Fondation Internationale Inter-Progress et ses collaborateurs, l'Organisateur mandaté par le Gouvernement, pour étudier des conditions spéciales pouvant convenir à leur participation, peuvent être reçus :

In Douala,
tous les vendredis de 14h00 à 21h00 et les samedis de 9h00 à 13h00 en face de la pharmacie de la Côte , Bali.
Tél: 675 29 35 91/669 96 23 46.

In Yaounde,
tous les lundis après midi de 14h00 à 21h00 au siège de la Fondation, route du Mont Fébé, derrière le bâtiment jaune du Peace Corps
Tel: (+237) 222 21 44 15 / 677 70 76 79
669 99 93 13 / 699 93 95 88.

Yaoundé, le 04 décembre 2017

Pierre ZUMBACH
Président

FIAC INTERNATIONAL BUSINESS AND TRADE FAIR OF DOUALA

SPECIAL ACTION FOR A PARTICIPATION IN THE FIRST EDITION OF THE FIAC

- The International Business and Trade Fair of Douala (FIAC) is a new periodic event that will take place every even-numbered year.

- It is a new promotional tool to boost business activities at the national, regional and international level.

Until 31st January 2018, all those who wish to meet the Organizer mandated by the Government, the President of the Inter-Progress International Foundation and his collaborators, in order to look over special conditions that may be suitable for their participation, may be received:

In Douala,
every Friday from 2 pm to 9 pm and Saturdays from 9 am to 1 pm opposite Pharmacie La Côte, Bali.
Tel: 675 29 35 91/669 96 23 46.

In Yaounde,
every Monday afternoon from 2 pm to 9 pm at the Inter-Progress Foundation's headquarters, on the Mont Febe road, behind the Peace Corps yellow building.
Tel: (+237) 222 21 44 15 / 677 70 76 79
669 99 93 13 / 699 93 95 88.

Yaoundé, 4th December 2017

Pierre ZUMBACH
President

Programme spectacles

Ya-Fé YAOUNDE en FÊTE

Palais des Sports de Yaoundé — **16 Décmbre 2017 - 02 Janvier 2018** — **12ème édition**

	PROGRAMME JEUNESSE								
HORAIRES	15H-16H30			INTERMÈDE	17H-18H30			INTERMÈDE	
TRANCHES	30MIN	30MIN	30MIN	30MIN	30MIN	30MIN	30MIN	30MIN	
Sam 16/12/2017	FILM			INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Dim 17/12/2017	FILM			INTERMÈDE	FILM		CONTE	INTERMÈDE	INTERMÈDE
Lun 18/12/2017	VOICE YA-FE			INTERMÈDE	VOICE YA-FE			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Mar 19/12/2017				INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Mer 20/12/2017	VOICE YA-FE			INTERMÈDE	VOICE YA-FE		FABIANA ESSOMBA	INTERMÈDE	INTERMÈDE
Jeu 21/12/2017				INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Ven 22/12/2017	VOICE YA-FE			INTERMÈDE	VOICE YA-FE		LA TUEURIE	INTERMÈDE	INTERMÈDE
Sam 23/12/2017	FILM			INTERMÈDE			CONTE	INTERMÈDE	INTERMÈDE
Dim 24/12/2017	VOICE YA-FE			INTERMÈDE	VOICE YA-FE			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Lun 25/12/2017	FILM			INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Mar 26/12/2017				INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Mer 27/12/2017				INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Jeu 28/12/2017				INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Ven 29/12/2017				INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Sam 30/12/2017	FILM			INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Dim 31/12/2017	FILM			INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Lun 01/01/2018	FILM			INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE
Mar 02/01/2018				INTERMÈDE	FILM ou ANIMATION			INTERMÈDE	INTERMÈDE

GRAND PUBLIC									
19H30-21H			INTERMEDE	21H30-23H					23H-00H30
30MIN	30MIN	30MIN	30MIN	30MIN	30MIN		30MIN		
BODER		L'OR NOIR	MASSACK	CHRIPO EPOLE					
SOIREE DJ/DJ TRESOR DJ SIXTWO-DJ LABASTILLE			INTERMÈDE	SOIREE DJ/DJ TRESOR-DJ SIXTWO-DJ LABASTILLE					
VALLEE BAND			BOLINGO	B52					
ETOUBE PAUL VI	LARRY FON	GROOVE MOTION		INTERMÈDE	Zik'os Jazz Band				
OBEY THE KING	LADY B		INTERMÈDE	TENOR					
PIPOZ		XENAD BRENDA	INTERMÈDE	Invité SURPRISE					
ARTISTE SS	GENIES DU BIKUTSI		ART FEELING	BLACK Y'EKAN					
ALPHA BETA Soirée			INTERMÈDE	ALPHA BETA					
GHYSLAIN DIMAÏ			INTERMÈDE	DYNASTIE LE TIGRE					
GOSPEL JAM	CHORALE		EDEN	PRINCE DE JESUS	CHORALE				
CAMTEL-KOPPO									
VOICE YA-FE			INTERMÈDE	TATY EYONG	ANDY MOUNA				
GLOBAL SOUNS DJ NIGHT			INTERMÈDE	GLOBAL SOUND DJ NIGHT					
OBEY THE KING	SOIRÉE SURPRISE		INTERMÈDE	SOIREE SURPRISE					
VOICE YA-FE			INTERMÈDE	ZANGALEWA	SOUKOUS MAKOUL		MATHEMATIK		
BIGLAD			TIRAGE	JEM'M HÔLO	X-MALEYA 12 COUPS				
JAMM'IN URBAIN - ETC			JAMM'IN	JAMM'IN STEPH - PAPI BASSE					
			INTERMÈDE						

EXPLOSE TES FÊTES !

PLANET Sponsor officiel

CAMEROUN

Les difficultés d'Eneo hypothèquent Nachtigal

Aboudi Ottou

Le non renouvellement de la concession et l'insolvabilité de l'unique distributeur d'électricité compliquent la mobilisation des financements pour la construction du barrage hydroélectrique, appelé à accroître de 32% les capacités de production du pays.

Le choix de la centrale à gaz de Kribi, comme la première halte de la mission conjointe Union européenne (UE) - Banque européenne d'investissement (BEI) du 30 novembre au 03 décembre 2017, n'est pas un hasard. L'infrastructure symbolise en fait la crise qui règne en ce moment dans le secteur de l'électricité au Cameroun. Une visite in situ est de ce fait indiquée pour la BEI en phase de due diligence avant son engagement dans le projet Nachtigal. Un projet qui vise la construction d'un barrage, d'une centrale de production de 420 MW (soit 32% de la production actuelle) sur le fleuve Sanaga et d'une ligne de transport d'énergie électrique de 225 kV.

Ce jeudi 30 novembre 2017, à l'arrivée de l'ambassadeur Hans-Perter Schadek, chef de délégation de l'UE au Cameroun et Andrea Pinna, chef de la représentation régionale de la BEI en Afrique centrale, la centrale à gaz de Kribi est en sous production. «*Comme vous avez pu vous en rendre compte par vous-même, sur les 13 machines, il y a sept qui sont en production (une production qui varie entre 110 et 115 Mégawatts (MW) en fonction de l'indice de méthane du gaz. C'est un peu plus de la moitié de la capacité qui est en service) et les six autres machines sont à l'arrêt pour des raisons de trésorerie*», résume Hans Francis Simb Nag, directeur général de la Kribi Power Development Company S.A (KPDC), entreprise qui exploite cette centrale d'une capacité totale de 216 MW.

Après avoir reçu une semaine auparavant d'Eneo 12 milliards de francs CFA, la créance de KPDC auprès de l'unique distributeur d'électricité se chiffrait ce jour-là à 46 milliards. Elle devrait atteindre en fin décembre, selon les projections du producteur d'électricité contrôlé par le britannique Globeleq, 53 milliards de francs CFA. Une telle situation est intenable soutient Francis Simb Nag: «*avec des arriérés aussi importants, nous ne pouvons pas continuer à faire tourner les machines alors que nous avons aussi des charges à payer, dont le gaz et les pièces de rechange*». La situation est d'autant plus critique qu'en plus des charges de fonctionnement, KPDC doit tous les six mois honorer les échéances de remboursement de la dette contractée pour la construction de l'infrastructure. Une partie de l'argent versé par son débiteur a d'ailleurs été utilisé à cette fin.

Inquiétudes

L'insolvabilité de l'électricien, détenu à 51% par le fonds d'investissement britannique Actis, est telle que même les institutions financières internationales en sont touchées. «*Eneo est entré dans une situation de défaut technique en octobre, parce qu'il n'a pas remboursé la tranche de paiement des bailleurs de fonds*», révèle Andrea Pinna. Le banquier Italien ajoute : «*Ce n'est pas une vraie situation de défaut, mais quand même cela pose des problèmes par rapport à des financements futurs. Il faut que cette situation reste isolée, limitée à Eneo et que le reste du secteur ne soit pas contaminé*».

Centrale à gaz de Kribi, 30 novembre 2017.
De gauche à droite : Hans Francis Simb Nag, Hans-Perter Schadek et Andrea Pinna.

Unique distributeur d'électricité au Cameroun, Eneo est le cœur du système. Pour éviter que tous les acteurs du secteur n'entrent en défaut de paiement vis-à-vis de leur financier, il faut adresser sa mauvaise santé financière. Elle est principalement due à une créance de plus de 100 milliards de francs CFA que l'entreprise réclame à l'Etat du Cameroun. Cette dette est constituée des restes à payer des factures de consommation des administrations publiques et du manque à gagner tarifaire dû à la politique de gel des prix de l'électricité voulu par le gouvernement. Il revient donc aux pouvoirs publics de briser le cercle vicieux. «*En tout cas, si rien n'est fait, l'équilibre financier du secteur va s'effondrer*», prévient un connaisseur du dossier. Andrea Pinna en est d'ailleurs conscient et en appelle aux autorités de Yaoundé: «*on est concerné par le problème de restitution de la dette, par le problème de paiement des arriérés à Eneo et à KPDC. C'est une situation qui doit être affrontée par le gouvernement*», plaide le chef de bureau Afrique centrale de la BEI, installé à Yaoundé depuis octobre 2016.

Mais déjà le banquier prévient: «*en 2012, on a financé autour de 29 millions d'euros la centrale à gaz de Kribi. On a financé autour de 30 millions d'euros le barrage de Lom Pangar. Et on est en train de considérer le financement de Nachtigal (qui est un projet*

Retards

emblématique pour le Cameroun) et on est très engagé à considérer la possibilité de refinancer Eneo. Mais pour ça, il faudra voir l'évolution de la situation».

Au deuxième jour de la mission conjointe UE - BEI, une rencontre entre la Banque européenne d'investissement, la Société financière internationale (SFI) et Proparco (branche de l'Agence française de développement consacrée au secteur privé) s'est tenue à Douala. Rien n'a filtré de la rencontre, mais au regard du profil des acteurs, le projet hydroélectrique de Nachtigal a certainement été au centre des échanges. La SFI, filiale de la Banque mondiale dédiée au financement du secteur privé détient 30% de Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), la société de projet [les autres actionnaires étant Energie de France (40%) et l'Etat camerounais (30%)]. Par ailleurs, la BEI, la SFI et Proparco sont avec la Banque africaine de développement (Bad) les principaux préteurs pressentis de ce projet. Ils doivent apporter plus de la moitié du financement du projet estimé à un peu plus d'un milliard d'euros, soit plus de 655 milliards de francs CFA.

> Andrea Pinna, chef de la représentation Afrique centrale de la BEI: «*on est en train de considérer le financement de Nachtigal (…). Mais pour ça, il faudra voir l'évolution de la situation*»

Pour l'heure, seul le financement de la Bad semble garanti. Le 29 novembre 2017, le conseil d'administration de l'institution financière africaine a en effet approuvé un prêt de 150 millions d'euros (près de 100 milliards de francs CFA) pour financer la construction du barrage hydroélectrique de Nachtigal. La date du 31 décembre 2017, initialement arrêtée pour achever la mobilisation des ressources financière, est bien partie pour ne pas être respectée. Ce qui devrait également différer la fin des travaux projetés pour 2022 et compliquer la satisfaction des besoins futurs du pays en électricité.

Cette éventualité est d'autant certaine que les problèmes d'insolvabilité d'Eneo ne sont pas les seuls à résoudre pour mettre les financiers en confiance. Lors d'une réunion avec Basile Atangana Kouna, ministre camerounais de l'Eau et de l'Energie (Minee), le 27 septembre de cette année, les préteurs du projet avaient également posé comme préalable à leur engagement l'extension de la concession d'Eneo. A l'occasion, le Minee leur assurait que le président de la République du Cameroun avait donné son accord pour l'extension de dix ans de cette concession. Mais plus d'un mois après, rien n'avait été matérialisé, précipitant la venue au Cameroun, le 13 novembre dernier, de Charles J. Cormier, directeur sectoriel Energie pour l'Afrique centrale et de l'ouest de la Banque mondiale. «*Les investisseurs demandent qu'il y ait une extension de la concession d'Eneo*», avait redit Charles J. Cormier devant la presse au sortir d'une audience avec le Minee.

Début juin, NHPC a conclu avec Eneo un contrat d'achat d'électricité avec la bénédiction des autorités camerounaises. C'est de cette société que viendra l'argent nécessaire au remboursement de la dette contractée pour la conduite du projet Nachtigal. D'où l'intérêt accordé à son état de santé par les

CAMEROUN

Les négociations pour l'extension grippées

Le 27 septembre dernier, le ministre Basile Atangana Kouna assurait que le président de la République du Cameroun avait donné son accord pour le prolongement de la concession d'Eneo. Depuis, la matérialisation de cet accord reste attendue.

«*Pour ce qui est de l'extension de la concession d'Eneo, le président de la République a marqué, sous certaines conditions, son accord pour l'extension de la durée de la concession d'Eneo, pour une durée de dix ans*». Ainsi s'exprimait Basile Atangana Kouna, lors de l'atelier sur le secteur électrique camerounais à destination des prêteurs du projet Nachtigal, tenue à Yaoundé le 27 septembre 2017. Le ministre de l'Eau et de l'Energie (Minee) répondait aux bailleurs de fonds pressentis de ce projet, qui ont fait de cette question un préalable à la libéralisation de leur financement. Mais plus de deux mois rien ne s'est passé.

Selon nos informations, les parties ne s'entendent pas sur les conditions de cette prorogation. La volonté pour l'Etat du Cameroun de se réserver le droit de faire entrer d'autres acteurs dans le segment de la distribution de l'électricité après 2021 serait la principale cause de blocage. Cette option est conforme avec la libéralisation du secteur engagée depuis quelques années. Mais ce qui inquiète davantage Eneo, c'est le fait que les autorités souhaitent segmenter le marché. C'est-à-dire un distributeur pour chaque réseau interconnecté. Pour nombre d'observateurs du secteur, on passerait alors d'un monopole national détenu par Eneo à plusieurs monopoles territoriaux. Ce qui serait, pensent-t-ils, une forme de statut quo.

En attendant, l'absence de lisibilité continue de retarder les investissements dans le secteur de l'électricité au Cameroun. Elle est aussi en partie responsable des tensions de trésorerie que traverse en ce moment Eneo. «*Notre entreprise connait une situation tendue dans sa trésorerie simplement parce-que nous avons tout financé sur nos fonds propres. En attendant que l'extension de la concession nous permette d'accéder aux financements à long terme, c'est cet argent que vous encaissez dans nos agences qui soutient aujourd'hui toutes nos opérations*», indiquait le 1er mai dernier, Joël Nana Kontchou. Le directeur général d'Eneo répondait aux représentants des syndicats des travailleurs inquiets de la mauvaise santé financière de l'entreprise.

AO

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

FIAC

FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA

LA FÊTE DU COMMERCE

DU 24 MARS AU 8 AVRIL 2018

AU COMPLEXE CAMTEL DOUALA - BEPANDA

Consommons Camerounais

Produisons Camerounais

S'exposer pour mieux exporter

SOUSCRIPTION

Conditions spéciales jusqu'au 31 janvier 2018

1ère Edition

CONTACTEZ-NOUS:

222 214 415 / 675 293 591/ 699 93 95 88

Email : info@interprogress.org www.fiacdouala.org FIACDouala

MINISTÈRE DU COMMERCE

INTER-PROGRESS

camtel

SOPECAM

Stv

Pause Café Magazine gratuit

EcoMatin

Intégration

le jour

Le Messager

L'ECONOMIE

Nouvelle Expression

Mutations